

» clergé une assez forte impression pour éveiller l'attention des évêques, et leur faire juger que le temps était venu de soumettre à l'examen le plus sérieux une question à laquelle se rattachent tant d'intérêts divers. Il serait en effet périlleux, ce nous semble, ajoutent les quakers, de laisser trop longtemps le clergé dans l'incertitude sur un point si important, et dont il paraît être aujourd'hui, surtout dans certaines provinces, vivement

» préoccupé. C'est du reste l'avis de l'Épiscopat et des ecclésiastiques qui sous sa conduite prennent une part active à l'administration des diocèses. »

Deinde DD. Thibault, ad probandam necessitatem parochorum perpetuorum, coarctat citationes ex Fagnano, *De officio vicarii*; Devoti; Thomassino, *Nov. et antiq. discipl. eccl.*; collatore Andegavensi, de *Hierarchia* excerptas. Sub rubrica statutorum quorum auctoritate presbyteri Ecclesiis singulis titulo certo et permanenti respective devinciebantur, allegat concilium generale Nicenum I can. 15, generale Chalcedonense can. 5, concilium Placentinum anno 1095, can. 15; Claromontanum eod. anno can. 13, Nemausense 1096 can. 9, Remense 1131, generale Lateranense II can. 10. Sub autem rubrica statutorum quæ prohibent ne presbyter sine iudicio canonico titulo suo privetur: concilium Antiochenum can. 17, concilia Carthaginensia I, II, III et IV, Milevitanum II can. 22, concilium generale Chalcedonense act. 5, Aurelianense III can. 19 et 20, Turonense II can. 7, Ispalense I can. 6, Toletanum IV can. 28, Toletanum XI can. 7, Catalanense II can. 42, Papiense, anno 855, cap. 5; generale VIII Constantinopolitanum can. 26, Forojuliense, anno 791, can. 7, Triburense can. 10. Sub rubrica statutorum quæ parochos aut vicarios perpetuos in locum vicariorum amovibilium suffici præscribunt: concilium Lateranense II can. 10, Remense 1131 can. 9, Turonense 1163 can. 5, generale Lateranense IV, anno 1215, can. 32, Moguntinum 1225 can. 12, Oxoniense can. 13 et 15, Abrincense 1272 can. 6, Biterrense 1233 can. 11 et 12, Salisburgense 1276 can. 10, Ausitanum 1326 can. 36, generale Tridentinum sess. VII, cap. vi, sess. XXV, cap. xvi. Fleury, *Instit. au droit eccl.*, part. I, cap. xviii.

Pergitque DD. Thibault: « L'EXPOSÉ dit: on allègue le danger de l'épiscopat lui-même qui court le risque, à notre époque, de perdre, s'il ne limite son pouvoir, le respect et la soumission qui lui sont dus. Nous l'avouons, le danger est réel; l'esprit d'indépendance fait chaque jour de nouveaux progrès... Si cette funeste disposition des esprits pénétrait au sein du clergé, et comment ne pas le craindre, vu son contact inévitable et continu avec les populations, alors le danger serait immense, et supposé que l'institution des tribunaux ecclésiastiques fût en réalité un moyen d'échapper, on ne doit pas hésiter à les rétablir, car le salut de l'Église est tout entier dans une sainte et respectueuse soumission à l'Épiscopat. Or, l'expé-

rience nous apprend qu'une concession sage et faite à propos peut souvent prévenir un grand mal... Nous pensons dès lors qu'il y a opportunité à rétablir les tribunaux ecclésiastiques. » Et assensum adjicit prædictus antistes; inde ad responsum episcopo Leodiensi datum a Gregorio XVI, die etiam prima maii 1845, deveniens fatetur regimen inductum apud nos in statu quo remanere quidem posse, sed episcoporum partes esse restaurandæ inamovibilitati viam sternere.

Item: « L'EXPOSÉ dit: A une époque où l'esprit de liberté sonde les bases de tous les pouvoirs pour en resserrer les limites, et cherche partout des garanties contre l'autorité des personnes, pour n'avoir plus à se soumettre qu'à l'autorité de la loi... il était bien facile de prévoir qu'on viendrait presser l'Épiscopat de donner à son tour au clergé d'autres garanties que la justice habituelle de son administration et la sainte légitimité de ses droits. Voilà ce que dit l'EXPOSÉ avec beaucoup de raison. Or, ce désir de n'avoir plus à se soumettre qu'à l'autorité de la loi est, ce me semble, parfaitement conforme à la nature de l'Église, société sainte, la plus parfaite de toutes, et où tout doit être autant que possible régulièrement constitué, parfaitement conforme à son esprit qui lui a dicté dans tant de conciles les canons par lesquels elle prévoyait et réglait toutes choses.

Le pouvoir sur la terre émané de Dieu a d'autant plus de force que ses décrets sont plus certainement l'expression des volontés divines. Confié à des hommes, leur ignorance et leur faiblesse l'égarent et l'affaiblissent. Il importe donc qu'il soit réglé par des lois ayant déjà pour elles le respect des sages, la vénération des peuples, la sanction de l'expérience. C'est, dit Thomassin, une loi naturelle, éternelle, immuable que tout empire doit être réglé par les lois, et que, quelle que soit la souveraineté qu'on puisse prétendre, les lois sont encore au-dessus. Un État bien réglé est celui où, selon l'expression de Bossuet, personne n'est sujet que de la loi et où la loi est plus puissante que les hommes. Si l'on pénètre dans la discipline des anciens canons, dit encore Thomassin, on trouvera que l'autorité des évêques est d'autant plus grande qu'elle est plus ferme, et d'autant plus juste et plus douce qu'elle est établie sur les lois... Benoît XIV écrivait: *Apostolica Sedes cavere solet ne quid novi contra jus commune sine gravi causa decernat.* » Concluditque DD. Thibault stabiendam esse parochorum deservientiam, ut aiunt, inamovibilitatem.

In paragrapho II, circa inamovibilitatis incommoda, episcopus Mospeliensis objectionibus respondet. Utilitas perpetuitatis non est impugnanda, inquit, ipsa conciliorum decreta hanc utilitatem invictissime adstruunt. Jam per quindecim sæcula experientia facta est. Temporibus præteritis, et dum decreta de stabilitate parochorum conderen-

tur, in clero heu! non deerant delinquentes. Si ex una parte auctoritas episcopi major reverentiam obedientiamque majorem inculcare valeat, eandem auctoritatem ex altera parte lacesunt dicitia contra potestate abutentes et dominantes in cleris. Item adversarii dicunt quod parochi amovibiles, ut in suis Ecclesiis per longum tempus commorentur et ad meliores transferantur, in necessitate benevolentiam suorum præsulum emerendi constituantur, et quod ipsi præsulæ incitamentum et remunerationem suis presbyteris offerre possint. Respondet DD. Thibault sanctam Ecclesiam jugiter adlaborare ut in cordibus parochorum zelus purior accendatur, amor scilicet quo quisque suæ Ecclesiæ tanquam sponsæ indissolubiler adhæret, ipsosque parochos tanquam optimam habituros remunerationem canonicam stabilitatem; satius est, inquit, ambrosios viam præcludere quam sternere, homines inquietos, gyrovagos, in officiis et locis suis constanter devincere quam eorum desideria imprudenter excitare. Si, vigente concordato anni 1801, personæ gubernio gratæ eligi semper debeant, nil refert; non inde major exurget difficultas quam pro titulis hodie subsistentibus. Quoad impensas quas erectio tribunalium ecclesiasticorum necessarias reddet, « L'EXPOSÉ dit que dans les chapitres on trouvera des ecclésiastiques rétribués dont l'évêque pourra disposer pour en faire des officiaux et des promoteurs... »

« L'EXPOSÉ dit: ce qui entrave le plus la marche des gouvernements justes, ce sont les titres inamovibles que l'équité ne leur permet plus d'enlever. Hæc propositio, inquit Mospeliensis Antistes, cum seipsa pugnat; dum enim Ecclesia per sæcula quindecim inamovibilitatem parochorum confoveret, ipsam contra suam propriam auctoritatem, et justam rerum et personarum sibi subjectarum administrationem, imprudenter egisse confiteri quisque cogetur, quod plane falsum est.

In paragrapho III, de modo puniendi parochos delinquentes, DD. Thibault ostendit auctoritatem episcoporum in hac parte sufficientem esse, etiam in hypothesi qua omnes parochi tanquam inamovibiles de jure haberentur. Contra eos qui reformidant in processibus ecclesiasticis strepitum testatur idem episcopus Ecclesiam illum nunquam reformidasse, et cum quatuor præsulibus concludit tribunalia ecclesiastica esse restauranda.

Paragraphus IV tractat de conciliis provincialibus, synodisque diocesanis restituendis, et de studiis ecclesiasticis confovendis.

Paragraphus V de electione episcoporum. Hic prælaudatus Antistes tollit electionem ex suffragiis non tantum populi, sed etiam cleri aut capituli aut episcoporum provinciarum factam, adhæretque sententiæ quatuor præsulum quibus arridet magis systema in concordato diei 3 augusti 1847, imperatori Russiarum a Sancta Sede benigne concessio, art. XII ratum, ibi: « Designatio episcoporum pro diocesisibus et pro suffraganeatibus imperii Rus-

siarum et Poloniae regni per singulas vices locum habebit, consiliis ante habitis inter imperatorem et Sanctam Sedem. Institutio canonica ipsis a Romano Pontifice dabitur juxta consuetum morem. »

Paragraphus VI agit de institutione et utilitate capitulorum. Quatuor prælati servanda esse capitula tenent; allegantur litteræ apostolicæ Benedicti XIV, *Quum ex sublimi*, 8 aug. 1755, et *Exposition des principes sur la constitution civile du clergé par les évêques députés à l'assemblée nationale* 1790.

Tandem in paragrapho VII, de capitulorum juri-ribus, ita loquitur DD. episcopus Mospessulani: « Les droits dont jouissaient généralement les chapitres en France, avant la première révolution, subsistent encore aujourd'hui. Ils doivent être religieusement conservés... Le saint concile de Trente exhorte à conférer au moins la moitié des canonicats à des docteurs ou licenciés en théologie ou droit canon. Cette sage pratique serait un puissant moyen d'émulation et de développement pour la science ecclésiastique. »

Explicit analysis documentorum quæ, ut opinamur, usque ad hodiernum tempus non prodierant in lucem.

ADNOTATIO XLV.

Lib. III. Decretal. Tit. XXIX, n. 9; pag. 592.

DE MISSA AUDITA IN ECCLESIA NON PAROCHIALI.

« Præcepto de ejiciendo alieno parochiano qui diebus dominicis et festis, contempto proprio parochio, missam audiret in Ecclesia parochiali non sua, derogatum est a contraria consuetudine, cum hodie cuique liberum sit ex eadem contraria consuetudine, in toto christiano orbe recepta, et tacito parochorum consensu, accedere ad quascumque Ecclesias tam sæculares quam regulares ad satisfaciendum præcepto auditionis missæ. Et quoad Ecclesias regulares, ita etiam declaravit Leo X, const. *Intelleximus*, 13 nov. 1517. Successive S. Pius V suis apostolicis litteris, datis 17 kal. sept. 1567, idem definit. Postremo idem statuendo declaravit Clemens VIII in brevi incipienti, *Significatum*, an. 1592, relato a Benedicto XIV, *De syn. diocæs.* lib. XI, cap. xiv, n. 8.

« Non obstantibus his declarationibus, non desunt auctores, ut notat laudatus Benedictus, loc. cit. n. 8, inter quos Juenin. *De sacramentis*, dissert. V, quæst. VII, cap. II, art. 2, et Van-Escapen. *Jur. eccl. univ.* part. II, tit. V, cap. II, propugnantes ne hodie quidem citra grave peccatum fas esse fidelibus, solemniors saltem diebus festis, rei divinæ alibi quam in propria parochia interesse. Neque enim juri communi derogatum, aiunt, per præfatas constitutiones quibus potestas fit sæcularibus missam audiendi in ecclesiis regularium, quoniam in illis hæc adjoicitur limitatio nimirum: dummodo id non

» faciant in contemptum parochialium Ecclesiarum. Est autem impossibile, pergunt, contemptum abesse, cum iidem sine ulla rationabili causa a propria se subducunt parochia.

» Quos tamen n. 9 ita confutat: verum hac explicatione præfata Summorum Pontificum indulta penitus evertuntur; nullo etenim opus erat privilegio ut fideles, legitima urgente causa, alienam adirent Ecclesiam ut ibi missæ assisterent sacrificio, quod ex præfatis juris communis sanctionibus perspicuum est. Quare ne dicamus Leonem X, S. Pium V et Clementem VIII verbis lusisse, nec quidquam specialis privilegii regulis concessisse; necessario fateri debemus cum Azorio, *Institut.* part. I, lib. VII, cap. VI, quæst. 4 in fine, Fagundez lib. II, cap. III, n. 9 aliisque ab his citatis nomine contemptus ab illis intelligi actum aliquem distinctum ab ipsa auditione sacri extra parochiam, quo quis sive expresse sive tacite se a proprio pastore aversum ostendat.

» Cæterum, licet præcepto non adigendi sint parochiani ut ad suas parochiales Ecclesias accedant ad missam audiendam, monendi tamen sunt ut ad ipsas accedant, juxta mentem Trid. sess. XXII, in decreto de observ. et evitand. in celebrat. missæ. (Giraldus, *Exposit. jur. pontif.* part. I, sect. 500.)

ADNOTATIO XLVI.

Lib. III. Decretal. Tit. XXIX, eod. n. 9; pag. 572.

DE PAROCHO TUMULANTE ALIENUM.

» Eadem ratione qua cap. 5, *Ex parte*, tit. *De sepulturis*, præcipitur restituendum esse cadaver una cum funerariis emolumentis ab eo qui alienum parochianum sepelivit, restitui etiam debet a parochiano, qui in sua ecclesia sepelivit proprium parochianum qui in aliena ecclesia sibi sepulturam elegit, ut ex decreto Congr. Episcop. et regular. confirmato ab Alexandro VII, const. *Cum ex parte*, 10 april 1660. (Giraldus, *Exposit. jur. pontif.* part. I, sect. 487.)

ADNOTATIO XLVII.

Lib. III. Decretal. Tit. XXX, De decimis, primitiis et oblationibus, § I. n. 24; pag. 599.

PŒNÆ ADVERSUS EOS QUI USURPANT AUT IMPEDIUNT DECIMAS.

» Decretalis *Religiosi*, in Clement. tit. eod. in qua religiosi usurpantes et impediunt decimas Ecclesiis debitas suspenduntur ab officiis, administrationibus et beneficiis, his vero carentes excommunicantur, sine tamen ulla reservatione, si intra duos menses dictis Ecclesiis non satisfecerint, am-

pliata est a Trident. cap. XI, sess. XXII, *De reform.* declarante eos et quoscumque alios id facere præsumentes excommunicatos, et non absolvendos nisi a Papa, post integram restitutionem; præsertim in super eo ipso patronos ecclesiæ hujus delicti reos jure patronatus præter excommunicationem; clericos vero consentientes tali delicto, ultra dictas pœnas, declarat eo ipso privatos beneficiis et inhabiles ad eadem, ac suspendendos per ordinarios ab executione suorum ordinum.

» Hæc eadem excommunicatio lata est in bulla *Cœnæ* cap. XVII.

» Nota I cum Thesaur. *De pœnis eccles.* cap. I, verbo *Decima*, et doctoribus ibi citatis suspensionem ab officiis et administrationibus, de qua in dicta decretali, non intelligendam esse a divinis, sed ab administratione rerum conventus, aut personarum, sive sint spiritualia ut superioris, sive sint temporalia, ut cellerarii aut sacristæ.

» Nota II excommunicationem ibidem latam incurri a religiosis usurpantibus et impediuntibus duntaxat decimas, non vero ab eas sibi furtive et moratorie retinentibus. (Giraldus, *Exposit. jur. pontif.* part. I, sect. 515.)

ADNOTATIO XLVIII.

Lib. III. Decretal. Tit. XXX, § IV, n. 85; pag. 614.

DE RELIGIOSORUM OBLATIS QUOAD DECIMAS.

» In fine Clementinæ *Religiosi*, hoc eod. titulo, declaratur sanctionem ibi prolatam non procedere quoad animalia quæ per religiosorum domos seu oblatos tenentur, dummodo hi vere et non fictive et sua religioni obtulerint. Discutiendum remanet quæ conditiones verificari debeant ut pro talibus habeantur; de hisce instituetur sermo alibi. Cf. Fagnan. cap. *Ut privilegia*, n. 23 et seq. lib. V. Decretal. Tit. XXXIII, *De privilegiis*. (Giraldus, *Exposit. jur. pontif.* part. I, sect. 515.)

ADNOTATIO XLIX.

Lib. III. Decretal. Tit. XXX, § IV, n. 91; pag. 616.

DE CONSUETUDINE QUOAD DECIMAS.

» Certum est hodie decimas personales fere ubique ex consuetudine abrogatas esse; sicuti et decimas prædiales minutas ex certis fructibus dari solitas, quæ consuetudo legitur approbata in decretali *Ad apostolicæ*, hoc titulo, et aliis cap. 13 et cap. 34.

» Circa omnes decimarum species, quas in his decretalibus cap. 21, cap. 22, et cap. 23, hujus tituli solvendas præcepit Cælestinus III, hodie attendenda est duntaxat locorum consuetudo.

ADNOTATIO L.

Lib. III. Decretal. Tit. XXX, § VII, n. 170; pag. 63.

DE BENEFICIORUM DECIMIS.

» Si agatur de decimis beneficiorum, quæ a Romano Pontifice imponuntur ad tempus propter aliquam necessitatem, vel publicam Ecclesiæ utilitatem, aut quæ ab eodem persolvi mandatur alicui principi qui Ecclesiam defendit, pro quibus colligendis constituuntur collectores et subcollectores, adeatur decretalis Clementis V, relata hoc eod. tit. in cap. 2 *Beneficiorum*, et Bonifacii VIII, relata in cap. unito *Declarationes*, dict. titulo in extravag. communibus. (Giraldus, *Exposit. jur. pontif.* part. I, sect. 515.)

Cf. etiam adnotationem XXVIII supra.